

ECOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE DE LYON

Année scolaire 1924-1925. — N° 19

LA
CASTRATION DU CHEVAL DEBOUT

ET
LES HEUREUX RÉSULTATS DE LA SÉROTHÉRAPIE ANTITÉTANIQUE
COMPLÉTÉS PAR
LES BIENFAITS DE LA MUTUALITÉ

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

Et soutenue publiquement le 5 Mai 1925

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR VÉTÉRINAIRE

PAR

JEAN MESNARD

Né le 28 janvier 1868, à Douzat (Charente)



ANGOULÊME
IMPRIMERIE DE « LA CHARENTE »
5, RUE DE PÉRIGUEUX, 5

1925

ÉCOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE DE LYON

Année scolaire 1924-1925. — N° 19

LA
CASTRATION DU CHEVAL DEBOUT

ET
LES HEUREUX RÉSULTATS DE LA SÉROTHÉRAPIE ANTITÉTANIQUE
COMPLÉTÉS PAR
LES BIENFAITS DE LA MUTUALITÉ

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

Et soutenue publiquement le 5 Mai 1925

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR VÉTÉRINAIRE

PAR

JEAN MESNARD

Né le 28 janvier 1868, à Douzat (Charente)



ANGOULEME
IMPRIMERIE DE « LA CHARENTE »

5, RUE DE PÉRIGUEUX, 5

—
1925

LA CASTRATION DU CHEVAL DEBOUT

ET

LES HEUREUX RÉSULTATS DE LA SÉROTHÉRAPIE ANTITÉTANIQUE

COMPLÉTÉS PAR

LES BIENFAITS DE LA MUTUALITÉ

PERSONNEL ENSEIGNANT DE L'ÉCOLE VÉTÉRINAIRE DE LYON

Directeur M. F.-X. LESBRE.
Professeur honoraire. . . M. Alfred FAURE, ancien directeur.

PROFESSEURS

Physique et chimie médicale, Pharmacie, Toxicologie. . .	MM. PORCHER.
Botanique médicale et fourragère, Zoologie médicale, Parasitologie et Maladies parasitaires	MAROTEL.
Anatomie descriptive des animaux domestiques, Térato- logie. Extérieur	LESBRE.
Physiologie. Thérapeutique générale. Matière médicale .	JUNG.
Histologie et Embryologie. Anatomie pathologique. Ins- pection des denrées alimentaires et des établissements classés soumis au contrôle vétérinaire.	BALL.
Pathologie médicale des Equidés et des Carnassiers. Clinique. Sémilogie et Propédeutique. Jurisprudence vétérinaire.	CADÉAC.
Pathologie chirurgicale des Equidés et des Carnassiers. Clinique. Anatomie chirurgicale. Médecine opératoire .	DOUVILLE.
Pathologie bovine, ovine, caprine, porcine et aviaire. Clinique. Médecine opératoire. Obstétrique.	CUNY.
Pathologie générale et Microbiologie. Maladies micro- biennes et police sanitaire. Clinique	BASSET.
Hygiène et Agronomie. Zootechnie et Economie rurale .	BOUCHER

CHEFS DE TRAVAUX

MM. PORCHEREL.	MM. TAPERNOUX.
AUGER.	TAGAND.
LOMBARD.	

EXAMINATEURS DE LA THÈSE

Président : M. le Dr BÉRARD, Professeur de Clinique chirurgicale à la Faculté de Médecine, Chevalier de la Légion d'Honneur.

Assesseurs : M. F.-X. LESBRE, Directeur de l'Ecole Vétérinaire, Correspondant national de l'Académie de Médecine, Officier de la Légion d'Honneur.

M. C. CADÉAC, Professeur à l'Ecole Vétérinaire. Correspondant national de l'Académie de Médecine, Chevalier de la Légion d'Honneur.

La Faculté de Médecine et l'Ecole Vétérinaire déclarent que les opinions émises dans les dissertations qui leur sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elles n'entendent leur donner ni approbation ni improbation.

A Monsieur ABEL MAISONOBE,
Préfet de la Charente, Chevalier de la Légion d'Honneur.

A MESSIEURS LES ANCIENS PRÉFETS DE LA CHARENTE :

ANDRÉ LIARD, Secrétaire général à la Préfecture de
police ;

ROGER LANGERON, Préfet de la Marne ;

GASTON TOUZET, Préfet de l'Orne.

A MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL.

A Monsieur EUGÈNE ROUX, Conseiller d'État, Directeur
des Services sanitaires et scientifiques et de la
répression des fraudes au Ministère de l'Agriculture,
Grand Officier de la Légion d'Honneur.

A Monsieur le Professeur EMMANUEL LECLAINCHE,
Membre de l'Institut, Inspecteur général, Chef des
Services sanitaires au Ministère de l'Agriculture,
Grand Officier de la Légion d'Honneur.

A LA MÉMOIRE DE MES ANCIENS MAÎTRES :

les Professeurs ARLOING et VIOLET

A CELLE du Professeur NOCARD.

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE :

Monsieur le Docteur BÉRARD, Professeur à la Faculté
de Médecine de Lyon, Chevalier de la Légion
d'Honneur.

A MES JUGES :

Monsieur le Professeur LESBRE, Directeur de l'École
vétérinaire de Lyon, Correspondant de l'Académie
de Médecine, Officier de la Légion d'Honneur ;

Monsieur le Professeur CADÉAC, de l'École vétérinaire
de Lyon, Correspondant de l'Académie de Méde-
cine, Chevalier de la Légion d'Honneur.

A LA MÉMOIRE DE MES GRANDS-PARENTS.

A CELLE DE MON PÈRE ET DE MA MÈRE.

A MA TANTE.

A MA FEMME.

A MES ENFANTS ET PETITS-ENFANTS.

A MA FAMILLE.

A MES AMIS.

AVANT-PROPOS

Le centenaire de l'immortel Pasteur a été pour la science française la plus belle fête nationale et la coïncidence de la promulgation de la loi du 31 juillet 1923, un heureux événement pour les vétérinaires.

Ceux-ci sont certainement unanimes à témoigner toute leur gratitude au législateur et aux défenseurs désintéressés et dévoués, quels qu'ils soient, de la cause du doctorat.

En m'associant à la généreuse pensée de la famille professionnelle, j'adresse aussi, en la circonstance, à mon président de thèse, M. le Docteur Bérard, professeur à la Faculté de médecine et pharmacie de Lyon, ma respectueuse reconnaissance.

A M. le Professeur Lesbre, directeur de l'Ecole vétérinaire de Lyon, mes remerciements bien sincères pour l'extrême obligeance avec laquelle il m'a fourni tous les renseignements se rapportant aux formalités à remplir concernant la soutenance de ma thèse.

A M. le Professeur Cadéac, ma profonde gratitude pour l'aimable accueil qu'il a accordé à mon modeste travail et les précieux conseils qu'il m'a toujours donnés.

A ces derniers, mes anciens maîtres tous les deux, j'exprime, en outre, l'hommage de mes sentiments

très reconnaissants pour l'honneur qu'ils m'ont fait
de bien vouloir être encore mes juges après 35 ans
de diplôme.

INTRODUCTION

Cet exposé est le compte-rendu fidèle d'une période active de ma vie de praticien, résultant d'un concours de circonstances qui caractérisent son originalité.

Les divers chapitres se complètent les uns et les autres et forment un ensemble homogène qui le justifie.

Malgré les diverses péripéties qui se sont succédées et relatées au cours de cette observation, j'ai pu, au prix de bien des sacrifices et d'efforts incessants, poursuivre une heureuse réalisation.

Persuadé que les éléments de cette relation étaient, à la fois, du domaine scientifique et pratique, j'ai pensé pouvoir, en l'occurrence, la soumettre à l'appréciation impartiale de mes anciens maîtres, MM. les Professeurs Cadéac et Lesbre, dont j'ai gardé les meilleurs et les plus respectueux souvenirs.

Dès l'école, bien que n'étant pas pessimiste, j'avais, quelquefois, des pressentiments sur certaines difficultés possibles au début d'une carrière et j'entrevois alors la gravité des conséquences qui pouvaient compromettre toute une existence professionnelle.

Pendant mes 3^e et 4^e années d'études (1887-1889), j'étais chargé du service intéressant de la ferrure à la clinique dirigée, à cette époque, par MM. les Professeurs Violet et Cadéac.

A certaines heures de mes réflexions, je pensais à la possibilité de m'installer dans mon département

d'origine, la Charente, où la castration du cheval debout se pratiquait couramment.

A ce moment, cette opération n'était pas en faveur et l'enseignement de la pathologie chirurgicale la mentionnait pour mémoire, sans la classer au nombre des exercices pratiques.

A chaque castration pratiquée sur le cheval couché, je restais souvent perplexe, pensant à la simplicité de cette même opération exécutée, dans l'attitude debout, par un praticien expérimenté.

Obsédé par le désir de tenter ladite opération sous le contrôle d'un de mes maîtres, j'eus l'idée, à mon tour d'inscription, de demander à M. Violet s'il consentirait à m'autoriser à pratiquer une castration dans l'attitude debout.

Après avoir fait connaître à mon maître les raisons qui motivaient ma demande, il me fit de judicieuses objections mais consentit, néanmoins, à m'accorder cette faveur en temps utile.

La castration debout avait déjà été tentée, en 1820, à Paris et l'opérateur, dit le Polonais, préconisait, paraît-il, la méthode de la torsion. En 1840, M. Bouillard, vétérinaire à Pont-de-Veaux, département de l'Ain, la pratiquait par les casseaux, dont les branches étaient rapprochées à l'aide d'une pince horizontale à crémaillère. Le manuel opératoire et les moyens de contention sont décrits dans le « Journal de médecine vétérinaire de l'Ecole de Lyon » de l'année 1858, page 195, d'après les relations de MM. Peuch et Toussaint.

A cette époque, aussitôt le procédé Bouillard connu la castration du cheval debout fut pratiquée par des empiriques audacieux contre lesquels les vétérinaires eurent à lutter activement.

A ce moment, il y avait dans mon département un centre spécial, comprenant les cantons de Rouillac, Jarnac, Aigre, Hiernac et Segonzac, où le commerce et l'élevage du cheval étaient très actifs.

Cette zone commerciale semblait être le parc d'appro-

visionnement des marchands de chevaux du Midi de la France qui s'y rendaient, à dates fixes, avec la certitude de trouver des jeunes sujets castrés aptes au service qu'ils attendaient d'eux.

Ces jeunes poulains importés provenaient des centres d'élevage de la Bretagne, la Vendée, le Poitou, la Normandie, le Perche, même du Boulonnais. Ils étaient, plus souvent, placés en cheptel chez certains propriétaires nourrisseurs, par des maquignons qui, moyennant un prix de gardiennage convenu, les reprenaient après la castration pour les vendre aux marchands du Midi.

D'autres propriétaires, plus fortunés, achetaient pour leur propre compte des lots de ces jeunes animaux qu'ils revendaient opérés aux mêmes marchands.

Ce genre de commerce avait donc, comme conséquence, le renouvellement continu du cheptel de la zone d'approvisionnement.

Les nombreuses castrations étaient, au printemps de chaque année, une des principales occupations de la profession vétérinaire. Malheureusement, cette opération chirurgicale, presque ignorée des praticiens nouvellement diplômés, était du domaine de l'empirisme audacieux et charlatanesque qui, en les discréditant sans vergogne, ne cessait de leur susciter de nombreuses difficultés.

Ce fut donc dans une ambiance très défavorable à la profession que les vétérinaires de l'époque eurent à engager une lutte courageuse pour défendre leurs droits et leurs moyens d'existence.

Pour combattre à armes égales, il leur fallut se décider à pratiquer la castration debout et se familiariser, spontanément, avec son manuel opératoire.

Dans la région de Rouillac, en 1866, deux jeunes vétérinaires trouvèrent la clientèle aux mains des empiriques, dont l'un d'eux, opérant de concert avec son fils vétérinaire, se disait l'inventeur de la castration debout.

Après enquête, les jeunes vétérinaires apprirent que deux confrères concurrents pratiquaient, eux aussi, cette opération.

L'un d'eux, directeur d'une assurance bétail, refusa catégoriquement son concours aux jeunes confrères, qui ne manquèrent pas de s'allier au deuxième, tout dévoué à leur cause. Cette étape était très périlleuse pour les jeunes qui, malgré leur énergie, se voyaient paralysés par deux forces antagonistes, *l'empirisme* et *l'assurance*.

Cette dernière, quoique aux mains d'un seul et exploitée à son profit, créa de sérieux embarras aux empiriques et semblait être la force la plus puissante à leur opposer.

Une grosse fraction prévoyante de leur clientèle, considérant les avantages de la mutualité, se retourna très franchement du côté du vétérinaire directeur de la Société d'assurances contre la mortalité du bétail.

Le coup porté à l'empirisme lui fut néfaste et les jeunes vétérinaires pensèrent que leur confrère leur prêterait obligeamment son concours pour poursuivre simultanément, une lutte plus opiniâtre contre les empiriques. Après un refus formel, les jeunes confrères résolurent d'organiser des assurances régionales réunies en un groupement autonome susceptible de donner à cette organisation un caractère essentiellement mutualiste. La réalisation de ce projet était un travail de longue haleine.

Pendant ce temps, les empiriques ouvrirent les hostilités et l'un d'eux déclarait, dans une lettre adressée à M. Jeannet, vétérinaire à Jarnac, être détenteur d'un brevet d'invention pour la castration du cheval dans l'attitude debout, et voulait lui interdire la pratique de cette opération en le menaçant même des peines prévues par les articles 40 et suivants de la loi de 1844 sur les brevets d'invention, se résumant à mille francs d'amende et six mois de prison.

Cette menace n'avait aucune valeur puisque, comme

je l'ai signalé plus haut, l'opération debout avait été tentée en 1820 par la méthode de torsion et pratiquée depuis 1840 par M. Bouillard.

A ce moment, surgit une polémique dont les incidents furent soumis au professeur Bouley.

Sa réponse, ainsi conçue, a été publiée par M. Jeannet dans une récente petite revue intitulée : *Causerie Charentaise*.

LETTRE DE M. BOULEY

« On peut prendre un brevet d'invention pour la
« découverte des Tours de Notre-Dame dans la cité,
« moyennant le versement de la somme de cent francs.
« Un brevet pour une opération chirurgicale ou un
« médicament est de nulle valeur (loi de 1844).

« L'empirique qui s'est procuré ce brevet a encore
« le droit, moyennant un nouveau versement de cent
« francs, de se procurer un second brevet pour l'inven-
« tion réelle, celle-ci, du brevet d'empirique. »

Suivent d'autres renseignements confidentiels qui ne furent pas communiqués.

La lettre de M. Bouley suffit à clore la discussion ouverte à une réunion de la société vétérinaire de la Charente.

Néanmoins, l'activité de la lutte fut aussi âpre mais, le temps aidant, la prévoyance triompha de tous les préjugés et, à partir de 1880, le *vétérinaire* et l'*assurance* anéantirent l'empirique et son brevet.

Désormais, la pratique de la castration debout était du domaine vétérinaire.

LA CASTRATION DU CHEVAL DEBOUT

ET

LES HEUREUX RÉSULTATS DE LA SÉROTHÉRAPIE ANTITÉTANIQUE

COMPLÉTÉS PAR

LES BIENFAITS DE LA MUTUALITÉ

CHAPITRE PREMIER

LA CASTRATION DU CHEVAL DEBOUT

A priori, ce fut donc en connaissance de cause que je me résignais à intervenir auprès de mon professeur de clinique chirurgicale, M. Violet, pour lui demander l'autorisation dont j'ai parlé au début de ce travail.

Un matin d'avril 1889, un propriétaire des environs de Lyon conduisit à la clinique, pour le faire castrer, un jeune cheval, sous poil gris pommelé, âgé de 3 ans.

Le camarade chargé du service des renseignements vint, après en avoir référé au professeur, me prévenir que mon tour d'opération me désignait pour procéder à cette castration.

Aussitôt avisé, je renouvelais ma demande à M. Violet qui me donna satisfaction, comme il me l'avait promis, en me recommandant de préparer, avec soin, les instruments et objets nécessaires à l'opération.

Malgré une certaine appréhension, je ne mis aucun retard à la préparation.

Mon maître me laissa fixer l'animal dans les conditions qui je lui avais fait connaître préalablement.

Sans me préoccuper des moyens de contention de M. Bouillard, je préconisais la méthode que j'avais vu employer par un futur confrère charentais, au hasard d'une promenade dans mes précédentes vacances. Je me hâte, cependant, de reconnaître qu'elle était, sensiblement, celle de M. Bouillard.

Toutefois, le manuel opératoire que j'avais conçu n'était ni le même que celui de ce dernier, ni semblable à celui de l'opérateur charentais.

Le patient était maintenu à la tête, couverte de la capote, par un solide tord-nez à long manche permettant, ainsi, à l'aide, de porter la tête haute du côté de l'opérateur.

Les membres postérieurs étaient fixés avec deux entravons ordinaires, dont le porte-lacs, pour permettre un écartement d'environ 40 centimètres limités sur la chaîne par le mousqueton. Le lacs était retenu en arrière par un autre aide qui devait exercer une légère traction au cas où l'animal aurait de la tendance à se porter en avant.

Après m'être rendu compte que la contention était au point et avoir prévenu les aides, je me plaçais *du côté droit, à la hauteur du grasset*, en ayant soin, aussitôt la préhension de chacun des testicules, d'appuyer mon avant-bras gauche fléchi sur la partie décline du flanc droit de l'animal.

J'étais persuadé que cette position n'était pas inutile surtout au premier temps de l'opération consistant en l'incision des enveloppes, afin d'éviter tout danger en cas de réaction.

Dans la position ainsi prise, intentionnellement, j'opérais d'abord le testicule gauche, *contrairement à M. Bouillard et au vétérinaire charentais qui commençaient par le droit et changeaient de côté pour opérer le gauche.*

Persuadé que ce déplacement était contraire à la rapidité de l'opération et ne la facilitait en aucune façon, j'avais résolu d'opérer les deux organes du côté

droit, manuel opératoire dont je ne me suis jamais départi dans l'avenir.

Le premier temps opératoire pour l'énucléation du testicule couvert était le même que celui préconisé pour la castration en contention couchée, incision d'avant en arrière avec le bistouri convexe.

Au moment de l'énucléation, tout en prévoyant une réaction possible, je devais éviter la traction du cordon.

Pour prévenir cet accident qui pouvait avoir une certaine gravité, en tenant l'organe énucléé de la main droite, je remontais les enveloppes au-dessus de l'épididyme de la main gauche et les retenais avec mon index droit pour bien dégager le cordon. Je plaçais alors le casseau de la main gauche, d'arrière en avant. Après m'être bien rendu compte du dégagement des enveloppes, je procédais à la compression du cordon. Pour ce temps opératoire, j'utilisais une pince à cremaillère verticale présentée par un aide et résistais à la réaction de l'opéré en remontant la pince vers la paroi abdominale pour éviter toute traction.

Aussitôt la décente, je fixais le casseau avec le nœud de ficelle dans les conditions semblables à celles de la castration couchée puisque je m'étais servi des mêmes casseaux.

Après m'être rendu compte, à nouveau, qu'il n'y avait aucun pincement, *sans changer de côté, j'opérais le testicule droit avec les mêmes précautions prises pour le gauche.*

Je procédais au lavage antiseptique des plaies et, les liens de contention enlevés, le patient fut promené pendant une heure avant d'être hospitalisé à l'infirmerie.

J'eus la chance de tomber sur un sujet qui n'offrit point une résistance énergique, mais, cette première intervention, dont j'avais conçu le manuel opératoire, m'avait cependant quelque peu impressionné, me sentant contrôlé par mon maître et mes camarades.

Inutile de dire que je surveillais attentivement mon

opéré, attaché à deux longes assez écartées pour éviter toute morsure.

Les suites de l'opération furent satisfaisantes et, en fin d'année, j'eus la bonne fortune d'en pratiquer une deuxième dans le service de mon autre maître, M. le Professeur Cadéac qui, comme M. Violet, m'en donna aimablement l'autorisation.

Cette fois, l'animal fut plus difficile mais, moins ému que précédemment, je pus pratiquer celle-ci avec une certaine assurance.

Après mes examens de fin d'année, lors de ma visite de départ à M. le Professeur Violet, je le remerciais très sincèrement de la faveur qu'il m'avait accordée en lui exprimant ma satisfaction à la pensée qu'il me serait possible, désormais, de pratiquer ma première opération en toute connaissance de cause.

M. Violet me manifesta, à nouveau, la confiance qu'il m'avait toujours accordée et me déclara qu'il éprouverait un certain plaisir à signaler que j'étais le premier élève ayant pratiqué la castration debout à l'Ecole de Lyon.

Heureux d'être diplômé, je ne l'étais pas moins de l'aimable accueil de mon professeur, ainsi que de celui de mon autre maître, M. Cadéac, qui me donna aussi d'excellents conseils en m'encourageant, surtout, à rechercher une clientèle avec une maréchalerie.

Bercé par les illusions, je partais avec l'espoir de me présenter aux examens d'entrée à l'Ecole de Saumur.

De retour dans ma famille, je lui fis part de mes intentions qui ne lui donnaient point satisfaction. Après avoir écouté attentivement ses observations, je me rangeais à son avis et, mon service militaire terminé, je m'installais dans mon pays d'origine, dépendant du centre d'approvisionnement en jeunes chevaux pour les marchands du Midi, dont j'ai parlé au début de ce travail.

C'était en janvier 1890 ; je fis quelque publicité pour

indiquer mon lieu de résidence à ma future clientèle et, animé du feu sacré de la jeunesse, j'étais tout disposé à travailler.

Livré à ma propre initiative et désireux de bien faire, en toute loyauté, je me remémorais souvent les conseils de mes maîtres. Bientôt, je vis poindre quelques jalousies à tendance désobligeante.

Je n'avais pas pensé, en effet, à l'empirique qui était à mes côtés et à un confrère voisin de clientèle, directeur d'une mutuelle-bétail, qui, aussitôt mon arrivée, semblait s'entendre avec celui-là pour essayer de me desservir très sournoisement.

Averti de leurs agissements qui ne me découragèrent point, j'engageais une lutte courtoise avec le confrère et sans merci contre l'empirique.

Dans un laps de temps relativement court, j'eus raison de celui-ci, mais, quelques années encore, je fus en concurrence avec le confrère, qui me refusa catégoriquement tout concours.

Les ramifications de sa Société d'assurances dans ma jeune clientèle étaient très fastidieuses et gênaient quelquefois mes moyens d'action.

Pour m'affranchir de quelques obligations et dissiper certains soucis, j'eus, à ce moment, l'idée de créer aussi une assurance mutuelle, à l'instar de celles qui fonctionnaient déjà dans la même région.

Il ne me fut pas possible de réaliser, immédiatement, mon projet, que je confiais, très loyalement, à un autre confrère voisin, M. Jeannet, vétérinaire à Jarnac, lui-même directeur d'une mutuelle qu'il organisa, précisément, pour concurrencer celle dirigée par le confrère désobligeant dont j'ai parlé.

Animé des meilleurs sentiments confraternels et avec une amabilité toute particulière, M. Jeannet m'offrit, en attendant la réalisation de mes intentions, d'accepter comme assurés à sa société tous mes clients désireux de se garantir des risques de mortalité.

En acceptant son offre gracieuse, je lui manifestais toute ma reconnaissance.

Cette décision favorisa, heureusement, le développement de mon travail.

Trois mois après la date de nos conventions, j'avais, à l'assurance de Jarnac, un capital de 150.000 francs, qui s'éleva à 200.000 avant qu'il me fût possible d'organiser une caisse autonome. Les années s'écoulèrent et j'étais satisfait des résultats, malgré les nombreuses difficultés rencontrées sur ma route. Malheureusement elles n'étaient pas toutes aplanies.

Dans mon rayon d'action, que je voyais grandir journellement, j'étais arrivé à un nombre respectable de castrations par la mise en pratique du manuel opératoire facile dont je m'étais inspiré dès l'Ecole et que j'avais encore simplifié au début de ma clientèle.

Après avoir reconnu tous les avantages de la pratique de la castration du cheval debout, je pensais qu'il était nécessaire d'agir aussi rapidement que possible.

Dans cet ordre d'idées, la méthode par laquelle j'opérais les deux testicules du côté droit me donnait entière satisfaction.

Pour la rendre encore plus simple, je résolus de supprimer la ficelle en préconisant *l'emploi d'un casseau conique dont les branches seraient maintenues par un anneau métallique plat, étamé, large de un centimètre.*

Avec cet anneau, préalablement bien ajusté sur le casseau, je pus abréger, de beaucoup, le dernier temps de l'opération et me dispenser d'un aide. En effet, après avoir préparé le casseau sus-indiqué, je le plaçais d'arrière en avant en ajustant les branches par une simple pression avec la pince à crémaillère verticale. J'en assurais ainsi le rapprochement rapide et le maintenais, aussitôt, en cette position par l'application de l'anneau qui remplaçait la pince, sans traction sur le cordon au moment des réactions de compression.

Le calme revenu, je resserrais le casseau, très à

mon aise et remontais l'anneau aussi haut que possible sur ce plan conique.

La coagulation de la sérosité sanguine de la plaie qui, ultérieurement, fixait ce large anneau au casseau, en faisait un lien inextensible, beaucoup plus solide que la ficelle.

Pour enlever les casseaux, je me plaçais toujours du côté droit. L'opéré était simplement maintenu par un tord-nez sans entraves. Après avoir coupé les testicules desséchés, je décollais les anneaux, avec des ciseaux passés en arrière, et les sortais très facilement du fait de la forme conique des casseaux et, par un simple écartement des branches, ceux-ci étaient enlevés sans difficulté.

Mon casseau ne ressemblait en rien à celui de M. Thierry, qui utilisait un anneau étroit dont la surface d'adhésion, trop restreinte, l'avait obligé à le retenir par une petite cheville de sûreté.



Schéma du casseau conique
et son anneau en diverses positions.



Pince à crémaillère verticale utilisée sans aide.

Il y a trente ans de cela, aucun confrère de mon département n'utilisait *mon procédé consistant à opérer les deux testicules à droite avec l'emploi du casseau conique à anneau métallique plat, large de un centimètre.*

CHAPITRE II

SÉROTHÉRAPIE ANTITÉTANIQUE

Familiarisé avec ma méthode opératoire, j'avais acquis une certaine dextérité dans la pratique de la castration debout. Je faisais ce travail sans fatigue ni appréhension lorsque, à un moment de parfaite quiétude, j'eus de sérieux déboires.

Au cours du printemps 1896, époque à laquelle la campagne opératoire était ouverte, je fus surpris par le tétanos.

Dans les communes de Saint-Amant-de-Nouère et Saint-Genis, canton d'Hiersac, centre tétanifère que j'ignorais absolument, quoique signalé dans les annales vétérinaires, j'eus trois cas mortels de tétanos aigu sur cinq opérés et grande fut ma surprise de ne pas les voir tous atteints. J'avais pressenti les conséquences des bruits tendancieux lancés par mon confrère voisin, surpris de mon succès.

Avec stoïcisme, je reçus le flot d'avanies, sachant mes opérés assurés à la mutuelle-bétail de Jarnac. Je suspendis mes opérations dans le calme du devoir accompli et laissai écouler le laps de temps nécessaire à la guérison des opérés indemnes.

En me remémorant mes cours de pathologie, je me rappelais les résultats des recherches expérimentales de Carle, Rattone, Nicolaïer, Rosenbach et Flügge. Ces savants avaient, en effet, établi la nature infectieuse du tétanos dont le bacille fut découvert en 1885

par Nicolaïer, qui, après l'avoir identifié, le trouva en abondance dans les couches superficielles du sol. En 1889, Kitasato l'isola au moyen de cultures appropriées.

Après les nombreuses tentatives de divers autres auteurs, le principe de l'immunisation fut établi en 1890 par Berhing et Kitasato.

Ces bactériologistes avaient parfaitement démontré que le sérum des animaux vaccinés contre le tétanos était capable de neutraliser la toxine tétanique.

Aussitôt les heureux résultats de cette précieuse découverte, les cliniciens firent toute diligence pour en tenter l'application dans le domaine chirurgical.

Le professeur Nocard préconisa, sans retard, les bons effets de cette méthode immunisante dont il fut un actif propagateur. Malgré les soucis que me causait la petite enzootie tétanique signalée, j'eus la satisfaction de pouvoir en référer à M. Nocard, auquel je fis connaître très exactement la situation dans laquelle je me trouvais.

Dans un bref délai, je reçus du distingué maître tous les encouragements.

Il m'adressa, gratuitement, une certaine quantité de sérum, avec des instructions précises sur le mode d'emploi, et me conseilla de pratiquer très exactement la vaccination sur tous les sujets opérés.

« Une atteinte de tétanos ne met pas à l'abri d'une récurrence ; vaccinez, le moyen est absolument sûr, disait-il. Vous êtes victime d'une contagion brutale contre laquelle vous pouvez lutter efficacement. »

Malgré ce réconfort scientifique, je fus quelque peu timoré en reprenant cette partie importante de mon labeur quotidien.

Heureusement que bon nombre de mes clients, mes amis pour la plupart, ne se laissèrent point circonvenir et ne cessèrent de m'accorder leur confiance. Guidé par les précieuses instructions du professeur Nocard, avec lequel je ne cessai d'être en relation, la quiétude du passé revint et me permit

d'engager une lutte victorieuse en réduisant à néant tous les préjugés et les habitudes empiriques qui avaient servi mes adversaires.

Toutefois, cette malheureuse circonstance me valut la faveur d'être *le premier vétérinaire charentais qui utilisa la vaccination préventive contre le tétanos.*

En me remémorant d'avoir été *l'élève qui pratiqua la première castration du cheval debout à l'Ecole vétérinaire de Lyon*, le rapprochement de ces deux coïncidences me procura une précieuse satisfaction qui me fit oublier les mauvais moments des premières années de ma vie professionnelle.

Pendant bien des mois encore, je fus surveillé en silence par les mêmes délateurs désireux d'enregistrer de nouveaux succès. Pour les braver, je n'hésitais pas à opérer dans les milieux contaminés, sans leur laisser supposer que j'utilisais le sérum Nocard. Ils furent déconcertés lorsque quelques indiscretions intentionnelles les avisèrent de la méthode que je préconisais.

Leurs connaissances scientifiques ne les ayant point préparés à concevoir la possibilité de la nature contagieuse du tétanos et encore moins l'efficacité d'une injection sous-cutanée d'un sérum préventif ; ils restèrent toujours incrédules.

Réconforté par les conseils du professeur Nocard et le succès de sa méthode de vaccination préventive contre le tétanos, j'eus une éclatante revanche.

A quelque temps de là, en effet, un autre confrère, imbu de toutes les idées routinières des empiriques d'antan, opérait deux poulains dans une commune limitrophe de ma clientèle où, peu après, je fis aussi plusieurs castrations.

A ma deuxième visite, lors de laquelle je procédais, moi-même, à l'enlèvement des casseaux et à la deuxième injection de sérum, j'appris que les chevaux opérés par M. X... étaient atteints de tétanos.

Instinctivement, j'eus un soupir de soulagement

expressif, au point que mon client me dit : « Abstraction faite de la perte que subit mon voisin, j'en suis heureux pour vous. » Je me contentais d'une réflexion courtoise et le remerciais de la généreuse spontanéité de ses sentiments à mon égard.

Désormais, au lieu de chercher à conserver le secret de mon intervention, je le dévoilais à de bons confrères qui me demandèrent de les initier à la pratique de la vaccination antitétanique avec l'idée, bien arrêtée, d'y recourir sans retard.

Je fus ainsi l'éducateur de quelques-uns et, dans ma région, la crédulité publique fut acquise à l'emploi du sérum antitétanique, dont une seule injection suffit, aujourd'hui, pour éviter les si graves dangers de la contagion de certaines plaies tétanifères.

Cette précieuse découverte, vulgarisée par le professeur Nocard, devait avoir un retentissement universel, malgré l'indifférence d'une grande partie du corps médical restée trop longtemps incrédule sur son efficacité.

Dans mes relations quotidiennes, je fus un propagandiste débarrassé des soucis du passé. J'éprouvais alors une grande satisfaction d'avoir fait des prosélytes et contribué à la vulgarisation régionale de la vaccination antitétanique.

Pour la compléter, je fis quelques conférences et sollicitais l'hospitalité de la presse qui m'accorda l'accueil le plus aimable.

En mai 1896, le journal *La Charente* publiait mon premier article intitulé : « *Causerie scientifique* », que je crois devoir reproduire in-extenso :

« Depuis quelques années, avec l'instruction et l'esprit perspicace de certains chercheurs, les sciences ont fait de rapides progrès dans toutes les branches.

« La science qui nous intéresse, en l'espèce, est la médecine. Nous pouvons dire que, depuis vingt ans,

« elle a fait un pas de géant. Les parties des sciences
« médicales qui ont marché de l'avant sont, surtout,
« la chirurgie et la thérapeutique chirurgicale, grâce
« à la découverte des infiniments petits et la mise en
« pratique des belles théories pasteurienues connues
« dans le monde entier.

« Avec les idées nouvelles, qui ont donné naissance
« à l'antiseptie en thérapeutique chirurgicale, les spé-
« cialistes arrivent à des résultats merveilleux.

« A notre époque, chacun sait qu'il y a des maladies
« contagieuses, mortelles dans nombre de cas. On peut
« même dire qu'elles sont toutes redoutables et, pour
« la plupart, transmissibles des animaux à l'homme.

« Un exemple frappant, dont les victimes sont trop
« nombreuses de nos jours, est la tuberculose. Celle-ci.
« bien que la cause soit connue, est de celles dont le
« traitement est encore bien incertain.

« Nous citerons ainsi deux maladies imputoyables
« dont la contagion est parfaitement établie et qui,
« jusqu'à notre époque, étaient restées sans traite-
« ment : la « diphtérie » ou croup et le « tétanos ».

« En ce qui concerne la première, grâce à la séro-
« thérapie, nous savons tous que le docteur Roux, de
« l'Institut Pasteur, en a découvert le traitement curatif.

« Dans ce même ordre d'idées et toujours en appli-
« cation de la sérothérapie, un collaborateur du docteur
« Roux, M. Nocard, le savant professeur de l'Ecole
« vétérinaire d'Alfort, vient de propager un moyen
« pratique de traitement préventif contre le tétanos.

« Cette méthode nous permet d'affirmer, quels que
« soient les errements du passé, que le tétanos est une
« maladie microbienne, la cause en étant parfaitement
« connue. C'est un microbe qui vit dans la terre,
« surtout dans l'humus, où il a été découvert par
« Nicolaïer, savant allemand. Quand au mode de
« contagion, il est immédiat. Il faut que le bacille soit
« en contact direct avec la plaie où il pullule et secrète
« un poison particulier, une toxine, connue sous le

« nom de tétamine qui, après s'être mélangée au sang,
« agit sur l'organisme à la manière de la strychnine.

« Les effets physiologiques bien déterminés de cette
« toxine expliquent la non guérison de la maladie
« lorsqu'elle est réellement déclarée.

« A ce moment, en effet, l'empoisonnement est géné-
« ralisé et ce n'est pas avec les idées empruntées à la
« théorie des humeurs et à l'étiologie des maladies
« du sang que l'on peut arriver à un résultat positif.

« Nous ne possédons, pas plus de nos jours qu'autre-
« fois, un traitement curatif contre le tétanos.

« Depuis quelques mois seulement, la science a livré
« à la pratique un traitement préventif. Il consiste à
« vacciner les animaux porteurs d'une plaie dangereuse
« qui ferait croire à l'éclosion de la maladie.

« Cette vaccination antitétanique pourra aussi rendre
« de réels services en chirurgie humaine. Un grand
« nombre d'expériences ont été tentées avec succès.
« Nous même, avons fait déjà des essais très fructueux
« grâce aux conseils et à l'obligeance du professeur
« Nocard.

« Avec cette découverte, nous pouvons donc engager
« la lutte et démontrer au public incrédule et à certains
« praticiens de la vieille école que le tétanos est,
« quoiqu'ils en disent, une maladie microbienne que
« nous pouvons prévenir.

« L'inoculation du sérum antitétanique du professeur
« Nocard nous permettra de combattre tous les pré-
« jugés routiniers et la méchanceté de quelques per-
« sonnages sans crédit, voir même les appréciations
« mal intentionnées de certains confrères.

« Ces derniers, sans données exactes sur l'étiologie
« du tétanos, s'intitulent les défenseurs de théories
« invraisemblables et, de ce chef, se figurent arrêter
« le progrès scientifique.

« Bien que notre profession compte des indifférents
« et des timorés jusqu'à la dernière heure, nous som-
« mes heureux d'y rencontrer de bons confrères et des

« hommes de science dont la sagacité et les découvertes
« mettront, désormais, les jeunes praticiens à l'abri
« des attaques des mauvais esprits. »

J. MESNARD,
Vétérinaire à Hiersac.

CHAPITRE III

BIENFAITS DE LA MUTUALITÉ

A la période des chaleurs, c'est-à-dire de juin à septembre, la campagne opératoire était terminée.

Le travail courant de la clientèle laissait quelques loisirs pendant lesquels il était possible de se préoccuper de l'étude de certaines questions ayant des rapports étroits avec la profession.

Comme je l'ai relaté précédemment, il en était une de premier plan, dont l'expérience n'était plus à faire ; j'ai nommé l'assurance mutuelle bétail.

Guidé par les conseils de mon confrère et ami, M. Jeannet, de Jarnac, qui eut l'amabilité de me gratifier de la faveur de faire bénéficier mes clients prévoyants des avantages de la société qu'il dirigeait, je lui fis, à nouveau, part de mes intentions d'organiser, moi aussi, une mutuelle bétail autonome.

Il partagea mes idées et m'engagea à persévérer en vue d'une prompte réalisation.

« Elle vous sera d'autant plus facile que vous avez déjà un capital social tout trouvé à retirer de ma société aussitôt la création de votre mutuelle et le fonctionnement de sa caisse.

« Je reste, d'ailleurs, à votre entière disposition, me disait-il, pour tous les renseignements utiles dont vous aurez besoin ; je suis sûr, à l'avance, que vous réussirez. »

Après l'avoir remercié de toute son obligeance à mon égard, je le quittais tout à tout fait réconforté.

Sans retard, je me mis en relations avec quelques amis déjà pressentis. Je reçus tous les encouragements désirables et, dans un bref délai, je fis les démarches nécessaires à la réalisation de mon projet déjà examiné et qui devait compléter les efforts de mes premières années de travail.

Après quelques réunions préparatoires dans certains centres d'élevage de ma clientèle, où je reçus le meilleur accueil, j'eus beaucoup moins d'hésitation.

Comme je l'ai fait pressentir précédemment, l'idée de prévoyance était assez répandue dans mon département où fonctionnaient déjà plusieurs mutuelles bétail.

Malgré les encouragements qui me venaient de toutes parts, je restais encore quelque peu timoré à la pensée qu'il me fallait bâtir au milieu d'un terrain déjà occupé. J'avais bien réussi à y prendre place, au prix de pénibles efforts, mais devrais-je avoir encore confiance en l'avenir ?

Plus j'approchais de l'instant décisif, plus l'horizon s'obscurcissait à mon sens !...

Après quelques méditations, de nouveaux encouragements dissipèrent le brouillard ; ma décision était prise.

Aussitôt, je formais le vœu d'organiser ma caisse d'assurances pour qu'elle puisse fonctionner à partir du premier janvier 1897.

Je la dénommais : « *LA CONFIANCE AGRICOLE* », *Société d'assurances mutuelles contre la mortalité des bestiaux*.

Une entente préalable avec les futurs sociétaires adhérents me permit de leur soumettre les statuts, ci-contre, qu'ils adoptèrent.

STATUTS

CHAPITRE PREMIER

Constitution de la Société

ARTICLE PREMIER. — Une Société mutuelle d'assurances contre la mortalité des animaux désignés article cinq est établie entre les personnes qui adhéreront aux présents Statuts.

ART. 2. — La Société a pour titre *La Confiance Agricole*. Les opérations s'étendent dans le canton d'Hiersac et les cantons limitrophes ; son siège est à Hiersac.

ART. 3. — La durée en est fixée à quinze années qui partiront du jour de la déclaration à faire en conformité de la loi du 5 juin 1850. Elle pourra être prorogée pour une durée égale par une décision de l'Assemblée générale.

ART. 4. — Chaque exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

ART. 5. — Sont admissibles à l'assurance les animaux de l'espèce chevaline y compris mules et mulets, ceux de l'espèce asine et ceux de l'espèce bovine formant ensemble une seule et même catégorie.

ART. 6. — Parmi les animaux de l'espèce chevaline, ne rentreront en assurance que ceux exclusivement employés à l'agriculture ou travaux ne présentant pas plus de risques. Tous les animaux rentrant en assurance sont compris dans la même répartition annuelle, quelle que soit leur date d'entrée.

CHAPITRE II

Garanties et Obligations de la Société

ART. 7. — La Société a pour but d'indemniser ses membres des dommages qu'ils peuvent éprouver dans les cas suivants :

1° Mort naturelle ou accidentelle des animaux assurés ;

2° Maladies rendant les animaux *impropres à tout service*.

L'indemnité allouée est fixée aux deux tiers de la valeur assurée d'après les règles tracées aux articles 13, 14 et 16, ci-après.

ART. 8. — La Société ne répond pas :

1° Des sinistres résultant de la guerre, de l'émeute ou de l'incendie et, en général, de tous les cas de force majeure.

2° De la mort causée par une maladie antérieure à l'assurance bien qu'elle ait été ignorée de l'assureur et de l'assuré.

Toutefois la Société répond des suites de la castration, des maladies entraînant une incapacité absolue de travail et de l'incurabilité occasionnée par la morve, la pousse et la tuberculose.

ART. 9. — La Société n'assure pas les animaux au-dessous d'un an et au-dessus de dix ans, ni ceux de commerce ou d'une valeur moindre de cent francs.

A dix-huit ans, les animaux cesseront de faire partie de la Société.

En outre, le montant assuré diminuera d'un dixième chaque année, à partir de la dixième année jusqu'à l'exclusion.

ART. 10. — La Société n'assure pas non plus les animaux d'une valeur dépassant cinq cents francs pour la vache, huit cents francs pour le bœuf ; douze cents francs pour le cheval, la mule et le mulet, et deux cents francs pour l'âne.

Les animaux d'une valeur supérieure à ce maximum paieront et seront réglés sur ces sommes seulement ; le surplus de la perte sera supporté par le propriétaire.

ART. 11. — Les animaux assurés ne subiront aucune diminution de valeur jusqu'à l'âge de dix ans, quels que soient la maladie ou l'accident qui les détériorent ; toutefois, après cet âge, ils seront soumis à la diminution du dixième dont il est parlé à l'article 9 ci-dessus.

ART. 12. — En cas d'épizootie, le Conseil d'administration statuera au début de l'épizootie sur l'indemnité à allouer à chaque sociétaire sinistré et sur les mesures à prendre qui peuvent être les suivantes :

1° Suspension des effets de l'assurance jusqu'à la fin de l'épizootie.

2° Réduction des indemnités à payer aux sinistrés. Dans tous les cas, les sommes allouées par l'Etat viendront en déduction de celles à verser par la Société s'il y a lieu.

CHAPITRE III

Mode d'assurance. — Polices. — Avenants Estimation et Expertise

ART. 13. — Tout propriétaire voulant faire partie de l'assurance, doit en faire la déclaration au directeur ou à l'agent de sa localité.

Il est alors procédé contradictoirement entre eux, autant que possible, en présence d'un ou deux assurés, à l'estimation des animaux en prenant pour base le prix d'achat ou leur valeur moyenne dans le cours de l'année.

Procès-verbal de cette estimation est dressé en double, signé par les parties et transmis franco à la Direction, qui en délivre la police constatant l'assurance.

ART. 14. — Les augmentations et diminutions survenues dans la valeur des animaux assurés doivent être déclarées par le sociétaire et constatées par un avenant. A défaut de cette déclaration, aucune indemnité ne sera accordée en cas de sinistre.

ART. 15. — Chaque assuré doit payer en souscrivant sa police et au reçu de l'avenant constatant une augmentation, la somme destinée aux fonds de prévoyance, ainsi qu'il est dit à l'article 37 ci-après :

ART. 16. — Les animaux faisant partie de l'assurance seront l'objet d'estimations provoquées d'un an à six ans par le propriétaire et au-dessus de l'âge de six ans par le directeur.

En cas d'augmentation de valeur, il devra être versé

aux-fonds de prévoyance une somme proportionnelle à l'augmentation et fixée par l'article 37 ci-après.

CHAPITRE IV

Durée de l'assurance

ART. 17. — L'assurance produit ses effets le lendemain, à midi, du jour de la signature et de l'acceptation de la police par le directeur.

ART. 18. — L'engagement des sociétaires se contracte pour une année ; il se poursuit pour des périodes égales tant que l'assuré n'a pas averti la Direction de son intention de cesser son assurance.

Cette déclaration doit être faite un mois avant l'expiration d'un exercice.

ART. 19. — L'assurance contractée sera de nul effet en cas de sinistre, à l'égard de l'assuré qui n'aura pas versé sa part de fonds de prévoyance ou payé les cotisations échues, au plus tard dans le délai du premier mois de l'année suivante sans préjudice de ce qui est dit à l'article 36 ci-après.

ART. 20. — Tout contrat d'assurance pourra être résilié par le Conseil d'administration suivant sa décision, savoir :

1° Pour le fait, par l'assuré, de contraventions aux présents Statuts.

2° Lorsqu'il aura été constaté par le directeur que les animaux, objet du contrat, ne sont pas convenablement logés, nourris, soignés et ménagés.

La notification à l'assuré de la décision prise à son égard, dans l'un ou l'autre de ces cas, aura lieu par lettre recommandée à la poste.

ART. 21. — L'assurance cesse à la fin de chaque année dans le cas suivant :

1° Par la mort du sociétaire, à la charge par sa veuve ou ses héritiers d'en aviser le directeur.

2° Par l'exclusion du sociétaire.

3° Par la mort des animaux assurés.

Toutefois, dans ce dernier cas, la déclaration est nécessaire de la part de l'assuré à la Direction.

CHAPITRE V

Service médical

ART. 22. — Dès qu'un animal tombera malade, le sociétaire sera tenu de lui faire donner, à ses frais, les soins et les médicaments jugés nécessaires par un médecin-vétérinaire diplômé, sous peine de perdre droit à toute indemnité.

ART. 23. — Si la maladie dure plus de quarante-huit heures, l'assuré devra en avertir le directeur ; à défaut de cet avertissement et en cas de négligence dans les soins prescrits et de sinistres consécutifs, l'indemnité pourra être réduite par le Conseil d'administration.

ART. 24. — Le Conseil d'administration pourra toujours organiser le service médical de la façon la plus conforme aux intérêts de la Société.

CHAPITRE VI

Cas de sinistres. — Formalités à remplir

ART. 25. — Si malgré les soins convenables, la maladie ou l'accident survenu à l'animal entraîne sa mort ou le rend impropre à tout service, il est considéré comme sinistré, hors les cas prévus par l'article 8 ci-dessus.

ART. 26. — L'assuré doit immédiatement avertir le directeur dans le cas prévu à l'article précédent.

A défaut de remplir cette formalité dans les trois jours de la mort de l'animal assuré, le sociétaire n'aura droit qu'à la moitié de l'indemnité qui lui serait due.

Il ne pourra faire enlever le corps de l'animal avant la visite dont il va être parlé à l'article ci-après, sous peine de perdre droit à toute indemnité.

ART. 27. — Aussitôt l'avertissement du sinistre reçu, le directeur ou son délégué se rendra chez l'assuré : là, en présence de témoins, assurés autant que possible, il constatera par un procès-verbal l'identité de l'animal, son numéro d'ordre sur la police, toutes les circonstances relatives à la maladie ou à l'accident.

les soins donnés à l'animal, sa valeur et le nom du vétérinaire qui l'a traité ; ce procès-verbal, signé de l'agent de la Société, du sinistré et des témoins, sera, pour les signatures y apposées, légalisé par le Maire et transmis, franc de port, à la Direction, dans les 24 heures de sa date.

ART. 28. — L'assuré ne pourra dans aucun cas refuser de laisser visiter ses animaux par le directeur, les membres du Conseil d'administration et tous autres agents dûment commissionnés à cet effet par le directeur.

ART. 29. — Le directeur seul ordonnera l'abatage de tout animal atteint de maladie incurable, et l'assuré ne pourra s'opposer à cet abatage, sous peine de perdre droit à l'indemnité.

ART. 30. — La vente de la viande, s'il y a lieu, et de la peau de l'animal abattu ou sinistré sera faite par l'assuré avec l'assistance et l'agrément de deux autres sociétaires désignés par le directeur.

L'assuré touchera le prix de ces ventes et la Société n'aura à lui verser que la différence entre ce qu'il aura reçu et les deux tiers de la valeur assurée.

ART. 31. — Dans le cas d'abatage, l'assuré n'a aucun frais, mais il doit subir tous les embarras de cette opération, même de la vente au détail.

CHAPITRE VII

Charges sociales

Répartition et paiement des cotisations

Fonds de prévoyance

ART. 32. — Les charges sociales se répartissent entre tous les sociétaires, au prorata des valeurs assurées ; elles sont acquittées au moyen d'une contribution proportionnelle mise à la charge de chacun d'eux, et déterminée par la répartition qu'en fait le directeur à l'expiration de chaque année.

ART. 33. — Sont à la charge de la Société :

Les sinistres, les non-valeurs, les frais de timbre et d'imprimés, les frais d'actes de constitution de la

Société, de modifications aux présents Statuts et ceux de première installation.

Les frais de timbre, d'enregistrement des polices et des quittances seront supportés individuellement par chaque sociétaire.

ART. 34. — Les frais d'administration comprenant le traitement du directeur, les visites faites en exécution de l'art. 27 ci-dessus, les frais d'inspection, ceux de bureau, de correspondance, de visas de répertoire et tous autres ayant trait à la gestion de la Société, sont fixés à forfait à vingt centimes par cent francs des valeurs rentrant en assurance pendant chaque exercice social.

Moyennant cette cotisation perçue par le directeur, en même temps que les fonds de prévoyance, ce dernier prendra à sa charge lesdits frais et ne pourra rien réclamer en sus.

ART. 35. — Les cotisations, primes, devront être payées annuellement à la Direction dans le cours du mois de janvier.

ART. 36. — Tout sociétaire, en retard de paiement, perdra, en cas de sinistre, droit à l'indemnité qui lui eût été allouée. Il pourra, en outre, être poursuivi et contraint de payer par toutes les voies de droit.

Jusqu'à sa libération, l'assurance demeurera suspendue et sans effet, en tant qu'elle pourrait, sans que pour cela il soit dispensé de continuer de participer aux charges de la Société.

ART. 37. — Les sinistrés devront être payés au plus tard dans les quinze jours, sauf les cas à soumettre au Conseil d'administration.

L'assuré versera, à titre de fonds de prévoyance, en échange de sa police ou de l'avenant constatant une augmentation, une somme de un franc par cent francs des valeurs assurées.

Dans le cours de l'assurance, le sociétaire pourra remplacer un même capital sans être astreint à verser un franc par cent francs, somme qui ne sera exigible qu'autant que le nouveau capital sera plus élevé que l'ancien. Le Conseil d'administration pourra augmenter ou diminuer le montant du versement à faire aux fonds de prévoyance s'il en reconnaît l'utilité.

Il en déterminera le mode de placement.

CHAPITRE VIII

Administration. — Conseil d'administration

ART. 38. — La Société est gérée par un directeur, sous le contrôle d'un Conseil d'administration.

ART. 39. — Le directeur est nommé pour toute la durée de la Société.

ART. 40. — Les membres du Conseil d'administration, nommés parmi les assurés et par eux, à raison de un par deux communes, sont élus pour cinq ans ; ils sont rééligibles ; leurs fonctions sont gratuites ; ils ne contractent aucune obligation personnelle et ne sont responsables que de leur mandat.

ART. 41. — Le Conseil d'administration statue définitivement concernant la gestion de la Société.

ART. 42. — Le Conseil d'administration se réunit au moins une fois l'an, pour la vérification et l'approbation des comptes du directeur, et, en outre, toutes les fois que cela est nécessaire. Il nomme dans son sein un président et un vice-président.

Ses membres peuvent toujours demander communication des registres de la Direction.

Assemblée générale

ART. 43. — Le Conseil d'administration pourra, quand les circonstances l'exigeront, réunir les sociétaires en Assemblée générale pour statuer sur les questions portées à l'ordre du jour.

ART. 44. — Pour que la délibération soit valable, il faudra que l'Assemblée générale représente la moitié plus un des membres inscrits, lors d'une première convocation ; si ce nombre n'est pas atteint, la séance est remise à huitaine et les résolutions arrêtées dans cette réunion sont valables, quel que soit le nombre des membres présents.

Les décisions prises soit par le Conseil d'administration, soit par l'Assemblée générale, sont exécutoires pour tous les assurés.

Direction et Inspection

ART. 45. — Est directeur de l'assurance, inspecteur de la Société, M. MESNARD Jean, médecin-vétérinaire, demeurant au chef-lieu de la commune d'Hiersac, fondateur de la dite Société.

ART. 46. — Il est chargé d'après les prescriptions ci-dessus de la gestion de la dite Société et notamment de tenir les registres et répertoires, conformément à la loi du 5 juin 1850, de recevoir les demandes d'assurances, de signer et délivrer les polices, de dresser les états de répartition annuelles et les états semestriels, de percevoir les fonds de prévoyance, les cotisations, d'en poursuivre la rentrée par les voies et moyens de droit.

Il nomme et révoque tous les agents ou employés et peut déléguer tout ou partie de ses fonctions sous sa responsabilité.

ART. 47. — Chaque fois que le directeur le juge propos. il pourra faire gratuitement l'inspection de tout le bétail assuré, de manière à pouvoir signaler au Conseil d'administration l'état sanitaire des animaux assurés et proposer telles mesures qu'il croira nécessaires dans l'intérêt de la Société.

CHAPITRE IX

Attribution et Juridiction

ART. 48. — Toutes contestations entre la Société et les sociétaires seront tranchées en premier ressort par le Conseil d'administration ; en cas de désaccord, elles seront portées devant le Tribunal du domicile du directeur et les sociétaires feront, par le seul fait de leur adhésion aux présentes, élection de domicile en l'étude de M^e Duchier, notaire à Saint-Saturnin, où toutes les pièces et poursuites seront valablement signifiées.

CHAPITRE X

Dissolution de la Société

ART. 49. — La Société se trouvera, à défaut de prorogation, dissoute par l'expiration du temps pour lequel elle est formée.

Toutefois, si après avoir atteint le chiffre de vingt mille francs pour les animaux assurés, et les valeurs assurées venaient à descendre au-dessous de cette somme, la Société pourrait être dissoute par une simple décision de l'Assemblée générale, prise à la majorité des trois quarts des membres présents, selon les règles formulées à l'article quarante-quatre-ci-dessus.

ART. 50. — La Société sera définitivement constituée lorsque le nombre des adhérents s'élèvera à vingt-cinq et le minimum des valeurs assurées à dix mille francs.

Après examen des statuts, un acte social notarié fut établi et présenté à l'Assemblée générale des futurs sociétaires qui, aussitôt son approbation, désignèrent le Conseil d'administration.

Dans la même séance, celui-ci nomma le président et me confia la direction de la jeune société pendant sa durée, fixée à 15 années.

Mon rêve était réalisé et, les formalités administratives remplies dans les délais légaux, « *La Confiance Agricole* » avait pris vie.

J'en avisais mon confrère Jeannet, qui m'autorisa à disposer, immédiatement, du capital garanti par sa caisse d'assurances.

Le premier exercice social commença donc le 1^{er} janvier 1897 et les opérations se poursuivirent normalement pendant toute ma gestion que je cessais le 4^{er} avril 1901, *date à laquelle je fus appelé à la direction du Service des épizooties de mon département.*

Pendant ces quatre années, qui furent la véritable période d'organisation de cette œuvre mutualiste, il me fallut lutter encore avec persévérance et ténacité.

Ce jeune organisme devait être surveillé de près et géré en bon père de famille pour devenir, en grandissant, le précieux soutien des intérêts collectifs qui m'avaient été confiés si spontanément.

Soucieux de la prospérité de mon entreprise, je lui

consacrais toute ma sollicitude. Malgré le surcroît de travail qu'elle me procura, je ne reculais pas devant la tâche et j'en fus récompensé par les heureux résultats de son bon fonctionnement qui me donna entière satisfaction.

L'article 22 des statuts, ainsi conçu : « Dès qu'un animal tombera malade, le sociétaire sera tenu de lui faire donner, à ses frais, les soins et les médicaments jugés nécessaires par un médecin-vétérinaire diplômé, sous peine de perdre droit à toute indemnité. », fermait la porte à l'empirisme qui, désormais, fut complètement anéanti.

A la fin de ma gestion, il avait déjà disparu. « *La Confiance Agricole* » est très prospère, avec un capital social actuel de 3.000.000 de francs, et vit honorablement, en bons rapports avec les assurances similaires de la région.

Je crois que ce texte permet d'en justifier le titre et semble avoir la valeur d'une observation scientifique et pratique.

Il a, au moins, l'avantage d'être la résultante des efforts incessants d'un jeune praticien chargé de diriger sa destinée professionnelle à travers un chemin bien tortueux, jalonné d'obstacles nombreux qu'il a dû franchir ou renverser par ses propres moyens.

CHAPITRE IV

CONCLUSIONS

1° La castration du cheval dans l'attitude debout, pratiquée avec le *manual opératoire inédit que j'ai préconisé*, est une opération simple et facile.

Elle ne présente aucun danger et est d'une exécution beaucoup plus commode que la méthode utilisée pour la castration couchée qui nécessite un nombre d'aides exercés, difficiles à réunir en clientèle.

C'est à la pratique de cette opération que j'ai dû le succès de mon travail, surtout après avoir surmonté les pénibles difficultés du début. Elle m'a, en effet, fourni l'occasion de lutter efficacement contre le tétanos, l'ennemi implacable du chirurgien spécialiste en la matière.

2° Non seulement la merveilleuse application du professeur Nocard, que j'utilisais régulièrement, selon les précieuses instructions du maître, m'avait permis de prévenir le tétanos, de réduire à néant les préjugés et les théories subversives du passé, mais aussi de porter un coup mortel à l'empirisme qui, désormais, ne pratiqua plus la castration debout dont il avait le monopole yingt ans avant.

3° La mutualité, sous la forme de l'assurance bétail que j'avais conçue, compléta, heureusement, l'œuvre entreprise et fut aussi une arme précieuse pour finir de traquer l'empirisme et le faire disparaître, à tout jamais, d'une région où il avait trop longtemps vécu.

Je suis persuadé que, dans les départements où les empiriques sont encore en nombre, l'initiative et la participation active des vétérinaires dans l'organisation des mutuelles bétail seraient l'un des plus sûrs moyens pour une lutte fructueuse.

La mutualité, dont les bienfaits ne peuvent être méconnus, est une œuvre sociale acceptée par la grande majorité des citoyens français. Sous la forme d'assurances mutuelles contre la mortalité du bétail, elle peut sauvegarder une grosse fraction du capital agricole en réparant les pertes graves que de si nombreuses maladies peuvent faire subir à notre cheptel national.

C'est en éduquant les éleveurs et les agriculteurs que les vétérinaires peuvent leur rendre les plus précieux services et, en même temps, sauvegarder leurs propres intérêts.

Par des clauses spéciales, introduites dans les statuts des assurances mutuelles, il leur sera toujours facile d'exclure l'empirique du domaine médical en faisant refuser les indemnités aux propriétaires qui auraient appelé celui-ci pour prodiguer des soins à leurs animaux.

A mon avis, les vétérinaires devraient être des vulgarisateurs de la mutualité agricole dans toutes ses branches et provoquer, à chaque occasion, l'organisation des mutuelles bétail pour lutter contre la concurrence des entreprises privées, à primes beaucoup trop élevées, et traquer l'empirisme dans sa dernière retraite.

Les meilleurs résultats pourraient donc être acquis par l'action simultanée des bienfaits de la mutualité et l'application des prescriptions de l'article 3 de la loi du 31 juillet 1923, concernant la délivrance du diplôme de docteur vétérinaire.

4° Il semble que les divers chapitres de cette observation sont en harmonie de circonstance et forment un ensemble qui confirme, une fois encore, les rela-

tions étroites qui ne cesseront jamais d'exister entre les médecines pratique et expérimentale, lesquelles pourraient être renforcées par les bienfaits de la prévoyance sociale.

Vu :

Le Directeur de l'École vétérinaire de Lyon,

F.-X. LESBRE.

Le Professeur de l'École vétérinaire,

G. CADÉAC.

Le Président de la thèse,

D^r BÉRARD.

Vu :

Le Doyen,

J. LÉPINE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur, Président du Conseil de l'Université,

J. CAVALIER.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	I
INTRODUCTION	III
CHAPITRE I. — La castration du cheval debout	1
CHAPITRE II. — Sérothérapie antitétanique.	9
CHAPITRE III. — Bienfaits de la mutualité	17
Statuts	19
CHAPITRE IV. — Conclusions	31

